

Le baromètre du greffe du Tribunal de commerce de Paris Pour janvier 2003

Retrouvez chaque mois un indicateur de référence
de la vie des entreprises de la capitale

Un mois de janvier morose pour l'économie parisienne en janvier 2003 :

- **La création d'entreprises affiche une baisse de 3,3%**
- **L'endettement social des entreprises baisse de 11% et l'endettement fiscal inscrit une hausse de 49%**
- **Les jugements d'ouverture de redressement et de liquidation judiciaires diminuent de 14%.**

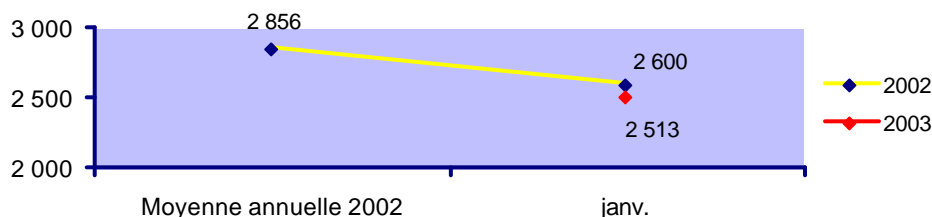
➤ **Le commentaire de Pascal BEDER, greffier associé du Tribunal de commerce de Paris :**

« En janvier 2003, l'activité économique de Paris intra-muros aura ressenti les effets d'une conjoncture économique nationale morose. En dépit des aménagements fiscaux et économiques en faveur des entreprises qui sont actuellement à l'étude, les créateurs d'entreprises ont fait preuve d'un certain attentisme le mois dernier. 2 513 nouvelles entreprises se sont immatriculées au Registre du commerce en janvier, contre 2 600 en janvier 2002, soit une baisse de 3,3%.

Force est de constater que les entreprises investissent peu, ainsi qu'en témoignent les inscriptions de privilèges de nantissements de fonds de commerce et de l'outillage déposées au greffe, qui inscrivent une légère baisse de 0,6%. Les entrepreneurs semblent également rencontrer davantage de difficultés à régler leurs cotisations fiscales, ainsi que le confirme la hausse de leur endettement fiscal déclaré au greffe par le Trésor public (+49%).

Les jugements d'ouverture de redressement et de liquidation judiciaires affichent certes une baisse de 14% en janvier, mais cette diminution trouve sa source dans un ralentissement de l'activité juridictionnelle du Tribunal en fin d'année 2002, qui a entraîné un décalage des décisions d'ouverture de procédures collectives, et non dans une éventuelle baisse des déclarations de cessation des paiements des dirigeants auprès du greffe».

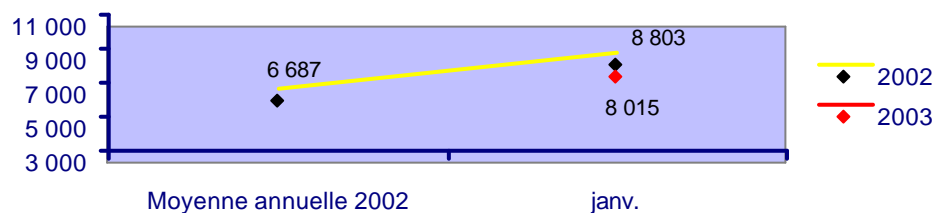
➤ **Registre du commerce : la création d'entreprises en baisse de 3,3% (par rapport à janvier 2002)**



Le Registre du commerce a enregistré 2 513 entreprises en janvier 2003, soit une baisse de 3,3% par rapport à janvier 2002, et de 6,6% par rapport à décembre 2002.

Cette baisse est essentiellement imputable à une diminution des immatriculations de sociétés civiles : 494 immatriculations en janvier 2003 contre 699 en décembre 2002, soit une baisse de 29%. Les sociétés commerciales se stabilisent à 1 820 immatriculations (contre 1 812 en décembre). Enfin, 199 entrepreneurs individuels se sont immatriculés au Registre du commerce en janvier 2003, contre 181 en décembre, soit une baisse de 9,9%.

➤ **Inscriptions modificatives au Registre du commerce en baisse de 9%**

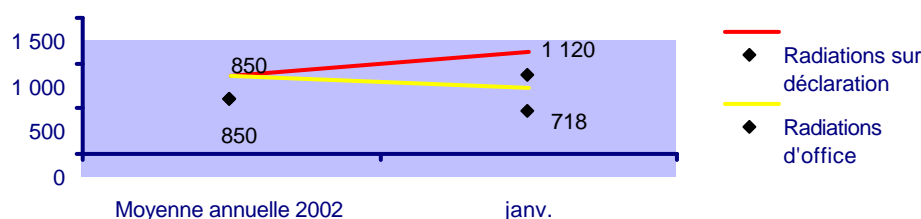


En janvier, les dirigeants ont été moins nombreux à déclarer des modifications légales intervenues au sein de leur entreprise.

Les inscriptions modificatives inscrivent une baisse de 9% par rapport à janvier 2002, et de 12,9% par rapport à décembre 2002.

Rappel : les inscriptions modificatives sont révélatrices de l'évolution des entreprises. Elles concernent les changements qui interviennent dans les entreprises, telles que les augmentations de capital, les transformations de forme juridique, les changements de dirigeant, l'ajout d'un nom commercial ou d'une enseigne, le transfert de siège social, etc....

➤ **Radiations d'entreprises sur déclaration du dirigeant : en hausse de 24,3% ; radiations d'office du Registre du commerce : -14,3% (par rapport à janvier 2002)**

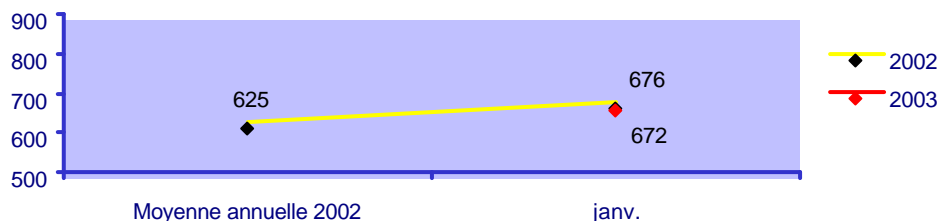


1 120 dirigeants se sont rendus au Registre du commerce en janvier pour effectuer la radiation de leur entreprise, soit une hausse de 24,3% par rapport à janvier 2002. Ce poste subit néanmoins une baisse de 17,5% par rapport à décembre 2002, qui avait enregistré 1 357 déclarations de radiation.

Les radiations d'office du Registre du commerce subissent une baisse de 14,3% par rapport à janvier 2002, et de 19,9% par rapport à décembre dernier.

A noter : Le greffier procède à la radiation d'office des entreprises pour différents motifs, qui sont les suivants : clôture des opérations de liquidation pour les entreprises faisant l'objet d'une liquidation judiciaire, radiation par ordonnance du juge-commissaire à la surveillance du Registre du commerce en raison de diverses irrégularités, transferts de sièges sociaux ...

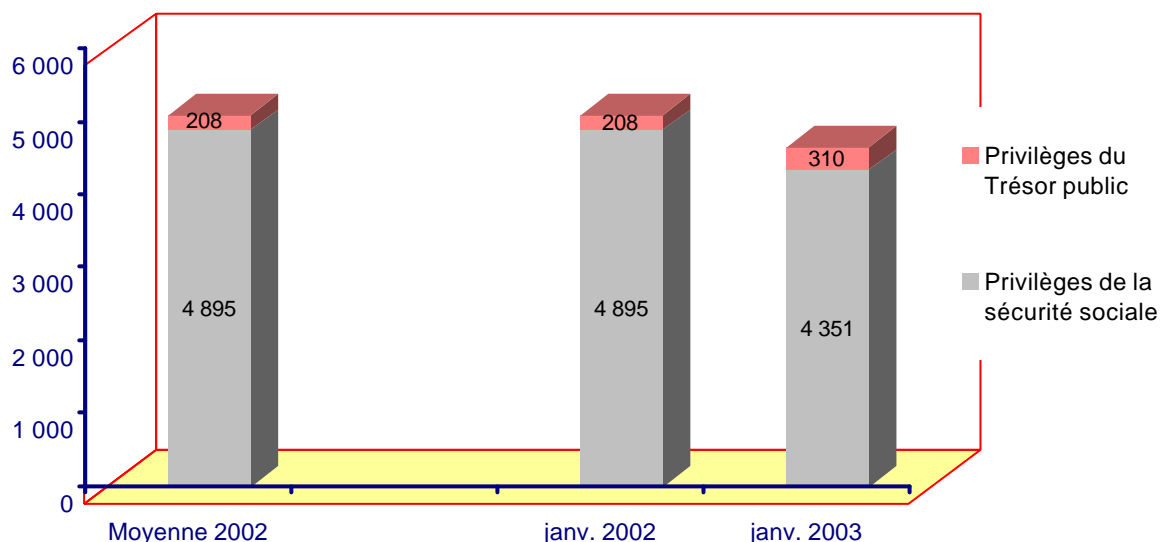
➤ **Investissements des entreprises ou crédits bancaires en baisse de 0,6% (par rapport à janvier 2002)**



672 inscriptions ont été prises en janvier, contre 676 en janvier 2003, soit une légère baisse de 0,6%. Par rapport à décembre 2002, les inscriptions de nantissement affichent une hausse de 15,7%.

A noter : Les inscriptions de nantissements de fonds de commerce et outillage reflètent les investissements réalisés par les entreprises par le truchement de prêts bancaires en matière de biens d'équipement et de cessions de fonds de commerce.

➤ **Endettement social : en baisse de 11% , endettement fiscal : en hausse de 49% (par rapport à janvier 2002)**

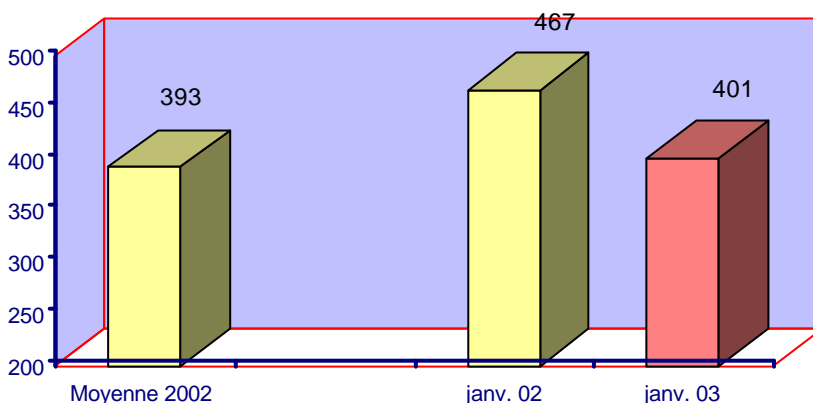


Depuis plusieurs mois les inscriptions de privilèges de la sécurité sociale déclarées au greffe sont en baisse. Cette tendance se confirme en janvier : 4 351 inscriptions contre 4 895 en janvier 2002, soit une baisse de 11%. En valeur, le montant de la dette sociale des entreprises déclarée au greffe par l'Urssaf s'élève à 29 580 100 euros, soit une dette moyenne par entreprise de 6 800 euros (en baisse de 34,6% par rapport à décembre).

Les inscriptions de privilèges du Trésor public enregistrent, en revanche, une hausse de 49% : 310 inscriptions contre 208 en janvier 2002. En valeur, le montant moyen de la dette fiscale des entreprises déclarée au greffe par le Trésor public s'élève à 31 121 800 euros, soit une dette fiscale moyenne par entreprise de 100 390 euros (en baisse de 44,6% par rapport à décembre 2002).

A noter : Les inscriptions de privilèges de la sécurité sociale et du Trésor public reflètent l'endettement social et fiscal des entreprises. Elles augmentent en volume aux périodes d'échéance de paiement des cotisations.

➤ **Jugements d'ouverture de procédures collectives : en baisse de 14,1% (par rapport à janvier 2002)**



En janvier, les jugements d'ouverture de redressement ou de liquidation judiciaires inscrivent une diminution de 14,1%. Le Tribunal a rendu 401 décisions le mois dernier, contre 467 en janvier 2002. Cette baisse s'explique essentiellement par le ralentissement de l'activité juridictionnelle du Tribunal en fin d'année 2002, qui a entraîné un décalage des jugements d'ouverture, mais non une réelle baisse en volume.

223 dirigeants d'entreprises sont venus au greffe en janvier pour effectuer le dépôt de leur déclaration de cessation des paiements (soit une baisse de 3,4% par rapport à janvier 2002). Le Tribunal prononcera un jugement d'ouverture de procédures collectives à l'encontre de ces entreprises en février ou en mars 2003.

➔ **Le passif cumulé déclaré au greffe en baisse de 57,4%**

En janvier, les entreprises ont déclaré un passif cumulé global de 89 246 000 euros, en baisse de 57,4% par rapport à janvier 2002. L'endettement moyen des entreprises défailtantes affiche également une nette diminution. Il s'est élevé à 222 560 euros en janvier, soit une baisse de 50% par rapport à janvier 2002.

➔ **Les effectifs salariés directement concernés par les défaillances en baisse de 37,7%**

731 salariés au moins ont été directement concernés par les redressements et les liquidations judiciaires prononcés par le Tribunal en janvier, soit une baisse de 37,7% par rapport à janvier 2002, et de 41,2% par rapport à décembre 2002.

En janvier, le secteur de l'immobilier et des services aux entreprises a été le plus touché par ces défaillances, avec un effectif déclaré global de 267 personnes.

➤ **La Prévention des difficultés des entreprises**

145 dirigeants d'entreprises en difficulté ont été entendus par les magistrats de la Prévention en janvier 2003, soit une hausse de 74% par rapport à janvier 2002. Le nombre d'entretiens accordés par les magistrats dépend de leur capacité à instruire des dossiers sélectionnés par le service de la Prévention du greffe, qui se maintiennent à un niveau élevé. Le service de la Prévention a détecté 178 nouvelles entreprises en difficulté en janvier, contre 105 en janvier 2002, soit une hausse de 69,5%.